



5 minutes pour les affaires

7 mars 2019

Un budget pour les entreprises sinon rien

Comme notre PIB est au point mort, les entreprises ont besoin de voir que la protection et la promotion de la croissance accapareront une grande partie du prochain budget fédéral, avant les élections de cette année. Cela dit, même si nous n'avons pas de boule de cristal ici, à la Chambre de commerce du Canada, nous nous tenons au courant de ce qui se passe à Ottawa et nous ne sommes pas certains que le budget apaisera les préoccupations actuelles des entreprises.

Même si les entreprises, comme la vôtre, créent l'immense majorité des emplois dans la classe moyenne, nous remarquons en général que les budgets annoncés, en dehors des périodes de ralentissement économique, ne prévoient que des programmes fragmentés d'aide aux petites entreprises. Tout à l'opposé, les budgets présentés au plus bas des récessions ou des phases descendantes renferment souvent un certain nombre de programmes stimulants susceptibles d'aider les petites entreprises. Imaginez à quel point le Canada serait avantagé si nous accordions autant d'importance aux leviers de l'investissement et de la croissance des entreprises avant les ralentissements économiques.

Je crois que les propriétaires de petite entreprise peuvent raisonnablement s'attendre à quelques mesures financières fragmentaires. Nous prévoyons un certain nombre de programmes liés aux compétences et quelques initiatives de soutien aux petites entreprises dans les provinces qui ont mis en place un filet de sécurité pour la tarification du carbone. Ce budget donne également au gouvernement la possibilité de faire avancer sa proposition d'assurance médicaments, une cause dans laquelle le réseau de la Chambre s'est activement engagé.

Toutefois, nous sommes persuadés que le budget fédéral ne présentera rien pour vous faciliter la vie, comme une réduction significative du

chevauchement des règlements ou des annonces fiscales importantes qui contribueraient à relancer les investissements en baisse de nos entreprises. On aurait déjà dû présenter un budget visant à redresser la compétitivité des entreprises canadiennes.

Ce qui importe effectivement pour le milieu des affaires, c'est de réduire ses coûts, qui sont beaucoup plus élevés que ceux des concurrents américains. Les coûts qui nuisent le plus à nos entreprises sont les impôts, le barème d'imposition comme le temps et le coût nécessaires pour produire leur déclaration de revenus, ainsi que la conformité réglementaire.

Mais il n'y a pas que les coûts qui limitent notre croissance. Le Canada est en voie de perdre au jeu du recrutement des talents qui stimulent l'innovation. Il faut que le gouvernement fédéral offre le genre de services qui aident les petites entreprises à exploiter au maximum le potentiel des accords commerciaux. Les petites entreprises emploient 70 % de tous les travailleurs du secteur privé, ce qui devrait suffire pour que les gouvernements concentrent leurs dépenses sur des programmes qui les aident à croître et à créer des emplois. Après tout, les petites entreprises ont créé presque 90 % des nouveaux emplois dans le secteur privé au cours de la dernière décennie.

Le budget fédéral doit être publié le 19 mars, et seul le temps nous dira s'il tient compte des besoins du milieu des affaires. Vu que les petites entreprises d'ici emploient plus de 8,2 millions de Canadiens et de Canadiennes, ce budget pourrait faire marquer des points au gouvernement fédéral, ou en perdre, au cours des prochaines élections.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Trevin Stratton, Économiste en chef
tstratton@chamber.ca